

Extrait de

Refuzniks

Martin Barzilai

(Éditions Libertalia, 2017)

Plus d'informations sur editionslibertalia.com

PRÉFACE

S'ils refusaient de commettre des meurtres, ce n'est pas tant qu'ils tenaient à suivre le commandement : "Tu ne tueras point", mais c'est qu'ils n'étaient pas disposés à vivre avec un assassin : leur propre personne. Cette sorte de jugement ne présuppose pas qu'il faille être doué d'une intelligence très développée, ni versé dans les questions éthiques, il suffit simplement d'avoir l'habitude de vivre avec soi-même sur un mode explicite, c'est-à-dire de se livrer à ce dialogue silencieux avec soi-même que, depuis Socrate et Platon, nous avons coutume d'appeler penser.

Hannah Arendt (Penser l'événement).

Depuis la création de l'État d'Israël en 1948, on désigne chaque génération de la société juive israélienne selon le nom des guerres, conflits armés ou opérations militaires menés par son armée. Il y a par exemple la génération de la guerre dite « d'indépendance », la génération du silence, du péché originel, la Nakba. Il y a la génération de 1967, la guerre dite « des Six Jours », génération de l'occupation de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et du Golan. Puis la génération de la « guerre du Kippour » en 1973 et son post-traumatisme continu. La génération de 1982 est celle de l'opération « Paix en Galilée », la première guerre au Liban qui a suscité une vague créative dans la littérature et le cinéma israéliens. Puis celle de la deuxième guerre du Liban en 2006, honteuse de sa défaite, et celles de toutes les opérations militaires et expéditions coloniales menées en Cisjordanie et à Gaza

comme « Raisins de la colère », « Plomb durci », « Pluies d'été » ou encore « Barrière protectrice » en 2014, et bien d'autres... Car, comme l'explique dans son introduction Martin Barzilai, l'armée d'Israël fait partie intégrante de l'identité intime et collective de chaque Israélien et de chaque Israélienne. C'est ainsi qu'en hébreu, le numéro d'identifiant militaire est appelé tout simplement « numéro personnel » (mispar ishi) et que celui-ci prime sur le numéro de carte d'identité nationale. Tous les Juifs et Juives israéliens connaissent par cœur leur numéro personnel, même bien des années après avoir fini leur service militaire obligatoire dans la seule armée au monde à porter un petit nom, Tsahal (abréviation de Tseva ha'hagana lé Israël – Armée de défense d'Israël).

Ne pas faire l'armée, ne pas avoir de numéro personnel et ne pas appartenir à une génération identifiée par son label guerrier signifie qu'on n'a pas passé le rituel d'initiation collective indispensable pour devenir un(e) Israélien(ne) à part entière. Et qu'on ne bénéficiera pas des avantages concédés aux filles et garçons qui ont accompli respectivement leurs deux ans et demi et trois ans de service militaire. C'est ainsi que les Palestiniens citoyens d'Israël, tout comme les Juifs religieux ultra-orthodoxes – que l'État n'appelle pas sous le drapeau – se retrouvent automatiquement aux marges de la société.

Choisir de « dire non à l'armée israélienne » comme le font les refuzniks, à qui cet ouvrage rend hommage, c'est accepter de porter un stigmate et prendre le risque d'en subir les conséquences personnelles, sociales et professionnelles toute leur vie. Car, aux yeux de l'État comme de la majorité écrasante de la population (juive) israélienne, cet acte relève de la haute trahison.

Je me souviens de 1982, alors que l'armée israélienne envahissait la capitale libanaise, et que j'aurais dû être incorporé pour faire mon service, nous étions quelques centaines de jeunes membres de différents mouvements de jeunesse de la gauche sioniste et de groupuscules d'extrême gauche antisionistes réunis à la cinémathèque de Jérusalem. Seul sur scène, un vieil homme frêle et courbé nous apostrophait. Durant un moment de silence, il a replacé sa grande calotte noire sur son crâne dégarni, a parcouru la salle du regard puis a brusquement proclamé :

« Je demande à toute personne honnête de se lever et de déclarer haut et fort avec moi qu'il est un traître. Qu'il trahit les valeurs sacrées de ce pays. Je vous appelle à organiser l'insoumission collective. Je vous incite à la révolte. » Ce vieil homme était le professeur Yeshayahu Leibowitz, le seul intellectuel israélien à soutenir publiquement l'insoumission des soldats. Dix ans plus tard, alors que la première Intifada faisait rage, j'ai réalisé un long film d'entretiens avec lui. Entre temps, le professeur Leibowitz était devenu le parrain du mouvement Yesh Gvul (« Il y a une limite/une frontière », mouvement fondé en soutien aux refuzniks de la guerre du Liban). Lors de l'un de nos nombreux entretiens, il évoqua ceux qui venaient chercher conseil auprès de lui, « des élèves de terminale qui vont bientôt être appelés sous les drapeaux, de nombreux membres de kibboutz, et aussi des soldats qui font leur service militaire dans les territoires et ont vu ce qui s'y passe ». Alors que je lui demandais si ces jeunes devraient refuser de servir, le professeur Leibowitz me répondit : « Je leur dis qu'on les envoie là-bas pour être des assassins. Ici, l'insoumission relève de l'héroïsme. Personne ne peut exiger d'autrui d'être un héros. Mais on peut l'exiger d'un collectif. Cela s'appelle l'incitation à la révolte. Et donc je leur dis : vous venez individuellement, vous êtes nombreux mais isolés. Organisez l'insoumission collective. Je les incite à la révolte. »

Ce mouvement d'insoumission collective auquel croyait Leibowitz et la révolte à laquelle il appelait n'ont jamais vu le jour. À la fin de la guerre du Liban, on comptait bien 3 000 réservistes ayant déclaré leur refus de faire leur service militaire au Liban, dont 150 condamnés à des peines de prison militaire. Mais ce moment reste une exception dans l'histoire de la désobéissance en Israël. À l'époque, un concert rock en faveur de Yesh Gvul avait réuni 15 000 Israéliens sur une plage du nord du pays. Les musiciens et chanteurs populaires israéliens étaient alors présents en nombre pour chanter leur soutien à ces soldats qui représentaient – pour une partie de la société et surtout à l'étranger – l'honneur perdu de l'armée israélienne. De nos jours, on pourrait compter sur les doigts d'une seule main les artistes disposés à prêter leur voix ou leur plume au soutien des refuzniks. Seules quelques dizaines de personnes se réunissent le samedi sur un talus près de la prison militaire d'Atlit pour crier leur soutien aux refuzniks incarcérés.

On estime à plusieurs milliers les citoyens ayant refusé de servir dans l'armée ou dans les territoires palestiniens occupés depuis la création de l'État d'Israël. Peu sont ceux qui déclarent un refus total. La plupart refusent de servir lors des opérations militaires dans les territoires palestiniens occupés en 1967 (Cisjordanie et Gaza). Depuis le retrait de l'armée israélienne du Liban en 2000, ils ne sont qu'une petite centaine d'individus non organisés à passer à l'acte ponctuellement et à refuser individuellement de rejoindre les rangs de l'armée ou de refuser de servir dans les territoires palestiniens occupés.

Malgré les dizaines de pétitions et appels en tout genre à désobéir et à refuser de faire partie d'une armée d'occupation soupçonnée de crimes de guerre, un mouvement organisé d'insoumission ou d'objection de conscience comme on a pu le voir ailleurs dans le monde lors des guerres coloniales n'a jamais vu le jour en Israël.

Outre la grande difficulté pour ces jeunes gens de prendre la décision de tourner le dos à leur société, deux raisons expliquent cette situation. La première réside dans la manière avec laquelle l'autorité militaire gère la question de ces désobéissants. Soucieuse de marginaliser le phénomène, les chiffres restent un secret bien gardé, et dans la majorité des cas (surtout dans le cas des réservistes) l'armée est encline à de discrets arrangements. Dans le jargon militaire, on appelle cela la « désobéissance grise », une désobéissance sous le radar qui ne fait pas de vagues. Dans le cas des appelés, l'armée tente là aussi d'arriver à des arrangements confidentiels. Alors que pendant plusieurs dizaines d'années, Israël a refusé de reconnaître les objecteurs de conscience, des commissions d'objection de conscience ont été créées mais elles n'ont eu que très rarement l'occasion d'exempter des appelés. On préfère les faire passer en cour martiale et puis les condamner à plusieurs séjours en prison avant de les libérer de leurs obligations militaires aux prétextes d'« incompatibilité » ou de « déficience mentale », auxquels est parfois ajoutée la mention de « mauvaise conduite ». En entretenant le caractère individuel de chacune d'elles, l'armée étouffe les voix des refuzniks et les rend presque inaudibles. La seconde raison de l'inexistence d'un mouvement organisé d'objection de conscience tient à l'attitude dudit « camp de la paix » israélien à l'égard des refuzniks. Car malgré son nom, le « camp de la paix » est bien loin du pacifisme ou de l'antimilitarisme.

Sans exception aucune, au nom de l'unité nationale, ses partisans ont toujours soutenu les aventures guerrières menées par les gouvernements israéliens – quitte à manifester leur opposition dès la fin des hostilités, selon une tradition appelée : « On tire, puis on pleure. » Partisans de la sécurité avant d'être partisans de la paix, sionistes avant d'être de gauche, leur dénonciation de l'occupation et de la colonisation achoppe sur le patriotisme. Malgré leur obstination à dénoncer l'occupation, ils refusent sans démoder de dénoncer les forces occupantes. En conséquence, ils s'opposent activement aux appels à la désobéissance et s'interdisent de soutenir les refuzniks.

C'est ainsi qu'une des figures phares de ce « camp de la paix », l'écrivain David Grossman illustre ce « dilemme ». Concernant le cas de la jeune refuznik Taïr Kaminer, emprisonnée cent cinquante jours pour avoir déclaré « refuser de servir une armée d'occupation », il écrit : « Je m'oppose au refus de servir l'armée, parce que j'ai le sentiment que la démocratie israélienne (ou ce qui en reste) est très fragile et instable. Contester ses lois la met en danger. Mais aussi parce que Tsahal n'est pas seulement une armée d'occupation, mais aussi l'armée de défense d'Israël. » Grossman résout ce qu'il appelle « mon dilemme » en implorant les autorités militaires de tenir compte de la qualité humaine exceptionnelle des jeunes refuzniks et d'« assouplir » leur attitude à leur égard en leur proposant un service alternatif. Père d'un soldat tombé sous les drapeaux lors de la guerre du Liban en 2006, Grossman conclut son article avec cette contradiction : « Même si je m'oppose aux positions de Taïr Kaminer, je reconnais que j'aimerais que le pays compte plus de jeunes comme elle [...], des jeunes dont une société éclairée ne peut que s'enorgueillir. »

Comme ils en témoignent dans ce livre, les refuzniks restent des marginaux dans la société israélienne. Considérés comme des traîtres, victimes d'ostracisation sociale et parfois familiale, seuls face à un régime qui sait désamorcer toute velléité d'insoumission, ils ne bénéficient d'aucun appui de la part de ceux qui devraient être leurs alliés naturels et n'ont malheureusement aucun poids politique.

Faire « bon usage de la trahison » en tournant le dos à la tribu juive-israélienne n'est possible qu'à la condition de trouver une famille alternative. C'est là que la solidarité internationale peut jouer un rôle :

en rappelant aux refuzniks israéliens que ce « bon usage de la trahison » leur permettra d'être embrassés par une famille bien plus chaleureuse et étendue, celle de la famille humaine.

Et même si l'Histoire nous enseigne que les traîtres d'aujourd'hui seront les héros de demain, rappelons, à la suite de Bertolt Brecht : « Malheur aux pays qui ont besoin de héros. »

Eyal Sivan, septembre 2017

Eyal Sivan est un cinéaste et essayiste israélien. Il est professeur de recherche artistique (Amsterdam University of the Arts). Parmi ses films et essais, signalons Izkor les esclaves de la mémoire (1990) ; Itgaber, le triomphe sur soi, conversations avec Y. Leibowitz (1993) ; Un spécialiste (1999) ; Route 181, fragments d'un voyage en Palestine Israël (Avec Michel Khleifi 2004) ; Jaffa, la mécanique de l'orange (2009) ; État commun conversation potentielle 1 (2012) ; Éloge de la désobéissance (avec Rony Brauman, 1999) ; Un État commun entre le Jourdain et la mer (avec Éric Hazan, 2012) ; Un boycott légitime (avec Armelle Laborie, 2016).